

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des procédures environnementales et foncières

Installations classées pour la protection de l'environnement

Levée de consignation

Maître Bernard JUMEL pour la Société FI PROCESS
Andrezé à BEAUPREAU EN MAUGES

ARRETE

DIDD - 2017 - n° 150

**La Préfète de Maine-et-Loire
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2004 n° 1002 du 8 décembre 2004 autorisant la société FI PROCESS à exploiter une unité de valorisation de déchets plastiques et de granulats de fonderies pour la production de lests, située zone artisanale « Les Landes Fleuries » à ANDREZE (49600) ;

Vu le récépissé de déclaration du 31 janvier 2011 accordé à la société FI PROCESS pour le traitement de déchets non dangereux sous la rubrique 2791 à la suite de modifications intervenues dans le classement de l'entreprise compte tenu des évolutions de la nomenclature des installations classées et de la réduction des activités du site ;

Vu le jugement du tribunal de commerce d'Angers du 18 juin 2014 nommant le mandataire judiciaire en la personne de Maître Bernard JUMEL en qualité de liquidateur judiciaire de la société FI PROCESS ;

Vu le rapport en date du 13 novembre 2014 de l'inspection des installations classées constatant sur le site de la société FI PROCESS la présence de dépôts importants de déchets et la non transmission par Maître JUMEL d'un mémoire de cessation d'activité ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD-2014 n° 391 du 11 décembre 2014 mettant en demeure Maître Bernard JUMEL, liquidateur judiciaire de la société FI PROCESS dont il a la charge des actifs, de respecter les dispositions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement qui fixe les obligations de mise en sécurité des établissements classés en régime de déclaration mis à l'arrêt et de conservation des terrains pour les destiner à un usage identique ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées constatant que Maître Bernard JUMEL n'a pas respecté les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 11 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD – 2015 n° 43 du 24 février 2015 engageant une procédure de consignation de somme d'un montant de 84 000 € TTC à l'encontre de Maître Bernard JUMEL, répondant du coût des travaux prévus pour l'évacuation des déchets et la rédaction d'un mémoire de cessation d'activités ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCL/BCL 2015/57 du 24 septembre 2015 portant création de la commune nouvelle de BEAUPREAU EN MAUGES constituée de l'ensemble des communes de la communauté de communes du centre Mayenne dont notamment la commune d'ANDREZE ;

Vu l'impécuniosité du dossier ne permettant pas de recouvrir les sommes nécessaires à la gestion de la cessation d'activité ;

Vu les interventions faites auprès de l'ensemble des fournisseurs de déchets permettant l'élimination d'une grande partie des déchets abandonnés par l'exploitant ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mai 2017 constatant que la mise en sécurité du site a été effectuée par la propriétaire des biens qui a nettoyé et évacué les déchets encore présents sur le site malgré l'intervention des fournisseurs de déchets ;

Considérant qu'après l'évacuation des déchets, l'objectif premier de l'arrêté de mise en demeure du 11 décembre 2014 est atteint ;

Considérant que l'opération de nettoyage du site constituait également l'essentiel de l'objectif de l'arrêté de consignation du 24 février 2015 ;

Considérant que l'obligation de remise en état pour un établissement relevant du régime de la déclaration au titre des installations classées, se limite à un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation ;

Considérant qu'en l'absence de mémoire de cessation d'activité et de diagnostic environnemental, l'usage futur du site restera à caractère industriel ou commercial, tant que les investigations quant à l'état des sols n'auront pas été conduites ;

Considérant que l'inspection des installations classées considère que le principe de réalité peut prévaloir pour solder ce dossier selon les dispositions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1^{er} - La procédure de consignation, d'un montant de 84 000 €, engagée à l'encontre de Maître Bernard JUMEL répondant du coût des travaux pour la remise en état du site de la société FI PROCESS, située ZI des Landes Fleuries – Andrezé à BEAUPREAU EN MAUGES (49600) **est levée.**

Article 2 – Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de BEAUPREAU EN MAUGES pendant une durée minimum d'un mois, puis déposée aux archives pour y être consultée

Procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de BEAUPREAU EN MAUGES et envoyé à la préfecture (direction de l'interministérialité et du développement durable – bureau des procédures environnementales et foncières).

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de BEAUPREAU EN MAUGES, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **23 JUIN 2017**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire général de la préfecture



Pascal GAUCI

Délai et voie de recours : Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

